

Bordereau attestant l'exactitude des informations - PARIS - 7501 - Actes des sociétés (A) - Dépôt  
le 03/07/2024 - 92244 - 2006 B 08478 - 489 587 410 - 3 S

« 3S »  
Société par actions simplifiée  
Au capital de 5 534 000 Euros  
47, rue de Caumartin  
75009 Paris

RCS PARIS B 489 587 410

---

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 13 JUIN 2024**

I.

L'an deux mil vingt-quatre et le treize juin à onze heures trente, les associés de la société par actions simplifiée 3S, au capital de cinq millions cinq cent trente-quatre mille Euros se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social, sur convocation qui leur a été faite par le Président.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance. L'assemblée est présidée par Monsieur Kurt Schlotthauer, Président de la société, Madame Sylvie Patat est désignée comme secrétaire.

La société SEFAC, représentée par Monsieur Philippe Blin, Commissaire aux comptes de la société, régulièrement convoquée, s'est fait excuser et n'assiste pas à la réunion.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que le quorum est atteint. L'assemblée peut ainsi valablement délibérer et est déclarée régulièrement constituée.

II.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte et met à la disposition des associés :

- les convocations adressées aux associés et au Commissaire aux comptes,
- la feuille de présence de l'assemblée,
- le rapport du Président,
- le texte des résolutions soumises à l'approbation de l'assemblée,
- les statuts de la société et tous les autres documents nécessaires à l'information des associés.



Monsieur le Président fait observer que la présente assemblée a été convoquée conformément aux dispositions de l'article 19 des statuts et déclare que les documents et renseignements visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social, depuis la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

### III.

Monsieur le Président déclare ensuite que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Ajout d'une raison d'être de la Société à l'article 3 des statuts ;
- Pouvoirs pour accomplissement des formalités légales de publicité ;
- Questions diverses.

Puis il donne lecture du rapport du Président.

Monsieur le Président déclare alors la discussion ouverte et diverses observations sont échangées.

Personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

#### Première résolution

L'assemblée, après avoir entendu le rapport du Président, décide d'ajouter les paragraphes suivant à l'article 3 des statuts :

#### **« 3. OBJET**

[...]

*La Société entend générer un impact social, sociétal et environnemental positif et significatif dans l'exercice de ses activités.*

*Dans le cadre de cette démarche, le Président, s'engage à prendre en considération (i) les conséquences sociales, sociétales et environnementales de ses décisions sur l'ensemble des parties prenantes de la Société, et (ii) les conséquences de ses décisions sur l'environnement. »*

Le reste de l'article 3 demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



### Seconde résolution

L'assemblée donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 12h00

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau.



Le Président



Le Secrétaire

**3 S**  
**Société par actions simplifiée**  
**Au capital de 5 534 000 Euros**  
**47, rue de Caumartin**  
**75009 Paris**

**RCS PARIS B 489 587 410**

---

**STATUTS**

Mis à jour au 13 juin 2024

Certifiés conformes par le Président de la Société

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'U' followed by a horizontal line and a small flourish.

# **STATUTS**

**(MIS À JOUR LE 13 JUIN 2024)**

## **Article 1 – Forme**

Il existe, entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée.  
Elle est régie par les textes légaux et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

## **Article 2 – Dénomination**

La dénomination sociale est :

**3 S**

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société par actions simplifiée » ou lettres « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société de participation d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre des Experts-comptables et de la Compagnie régionale où la société est inscrite

## **Article 3 – Objet**

La Société a pour objet, la détention de parts ou d'actions de sociétés d'expertise comptable ou de commissariat aux comptes ainsi que l'exercice de la profession d'expert-comptable et de la profession de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

La Société entend générer un impact social, sociétal et environnemental positif et significatif dans l'exercice de ses activités.

Dans le cadre de cette démarche, le Président, s'engage à prendre en considération (i) les conséquences sociales, sociétales et environnementales de ses décisions sur l'ensemble des parties prenantes de la Société, et (ii) les conséquences de ses décisions sur l'environnement.

## **Article 4 - Siège social - Succursales**

Le siège de la Société est fixé 47, rue de Caumartin à Paris (75009)

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Président qui est investi des pouvoirs nécessaires pour modifier en conséquence les statuts.

## **Article 5 - Durée**

La durée de la Société est de quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

## **Article 6 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de cinq millions cinq cent trente quatre mille euros (5 534 000 €) Il est divisé en cinquante cinq mille trois cent quarante actions (55 340 actions) de même catégorie, intégralement libérées et souscrites en totalité par les actionnaires et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports.

## **Article 7 - Apports**

Lors de la constitution de la société il a été effectué des apports en numéraire par les associés pour un montant de trente sept mille euros, ci 37 000 €

Par décision extraordinaire des associés en date du 7 juillet 2006, le capital social a été augmenté d'une somme de 4 450 000 €  
Suite à l'apport en nature de 89 000 actions de la société  
Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande

Par décision extraordinaire des associés en date du 23 novembre 2006, le capital social a été augmenté d'une somme de 1 047 000 €  
Suite à l'apport en nature de 8 377 actions de la société  
COFFRA CONSEIL

SOIT AU TOTAL 5 534 000 €

## **Article 8 - Avantages particuliers**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

## **Article 9- Forme des actions - Liste des actionnaires - Répartition des actions**

Les actions sont nominatives

La liste des associés sera communiquée annuellement au Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes dont la société relève, ainsi que toute modification apportée à cette liste Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des professionnels ayant la qualité d'Expert-comptable et de Commissaire aux comptes.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre ou à la Compagnie des commissaires aux comptes, ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses actionnaires Experts-comptables et Commissaires aux comptes, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

## **Article 10 – Modification du capital social**

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités des actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

### - Clause d'agrément

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par une décision extraordinaire des associés prise à l'unanimité.

### - Augmentation de capital

Toute décision relative à une augmentation du capital sera prise par une décision extraordinaire des associés.

La collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder aux modifications corrélatives des statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit au préalable être intégralement libéré.

### - Réduction du capital

Toute décision relative à une réduction du capital sera prise par une décision extraordinaire des associés.

La collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser.

En aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

## **Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé**

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables ou sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité professionnelle à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenu par des experts comptables au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

## **Article 12 - Indivisibilité et démembrement des actions**

Chaque action est indivisible à l'égard de la société.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

### **Article 13- Responsabilité des associés**

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les actionnaires ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

### **Article 14 – Le Président**

La société est administrée par un Président, personne physique, expert-comptable et commissaire aux comptes.

Le Président est choisi parmi les associés.

Il est nommé avec ou sans limitation de durée. Il est renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant à l'unanimité, qui peut le révoquer à tout moment dans les mêmes conditions.

### **Article 15 – Pouvoirs du Président**

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions des associés limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Les cautions avals et garanties données par la société font obligatoirement l'objet d'une autorisation de la collectivité des associés statuant à l'unanimité.

### **Article 16 – Rémunération du Président**

La rémunération du Président est fixée par la collectivité des associés dans les conditions fixées par l'article 21 des statuts, à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

### **Article 17 – Conventions entre la société, ses dirigeants et ses associés**

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées par décision collective produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président.

## **Article 18 - Commissaires aux Comptes**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

## **Article 19 – Les décisions des associés**

Une décision des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations suivantes :

- agrément d'un nouvel associé ;
- fusion, scission, liquidation ou dissolution ;
- modification des statuts à l'exception du transfert du siège social ;
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- toute distribution faite aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- nomination et révocation du Président, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- émission d'obligations ;
- augmentation des engagements des associés ;
- transformation de la société en société d'une autre forme.

Toutes décisions entraînant la modification des statuts et l'augmentation des engagements des associés devront être décidées par la collectivité des associés à l'unanimité dans les conditions fixées par l'article 21 des présents statuts, à l'exception du changement de siège social.

### - Forme des décisions

Les décisions collectives des associés sont, au choix du Président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite ou d'un acte sous seing privé.

## - Assemblées générales

### 1 - Convocation à l'assemblée générale

L'assemblée générale est convoquée par le Président ou un demandeur.

La convocation écrite pourra être transmise par tout moyen, envoi postal, télécopie ou transmission électronique quinze jours au moins avant la date de la réunion ; elle indiquera l'ordre du jour et le lieu et la date de la réunion.

Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable.

Le ou les commissaires aux comptes seront convoqués à l'assemblée générale dans les conditions légales. A défaut les conditions de convocations seront les mêmes que pour les associés.

### 2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

### 3 - Admission aux assemblées - Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou son conjoint

### 4 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux

Une feuille de présence est émergée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

## - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés par le Président ou le demandeur à chaque associé, par tout moyen écrit transmis par envoi postal ou autre, télécopie ou transmission électronique.

Les associés disposent d'un délai minimal de huit jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote.

Le vote sera émis par tout moyen écrit et transmis par envoi postal ou autre, télécopie ou transmission électronique.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai prévu dans les projets de résolutions et à défaut dans le délai ci-dessus indiqué est considéré comme s'étant abstenu.

Le ou les commissaires aux comptes sont informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite, de l'objet de ladite consultation.

## - Acte sous seing privé

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une Assemblée Générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés.

## **Article 20- Droit de communication des associés**

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

## **Article 21 - Quorum - Vote**

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

A l'exception de celles nécessitant l'unanimité, toutes les décisions collectives seront prises à la majorité simple.

## **Article 22 - Année sociale**

L'année sociale commence le 1er septembre et finit le 31 août.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 août 2007.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

## **Article 23 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur la proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

#### **Article 24 - Nomination du premier Président**

Monsieur Kurt Schlotthauer est nommé premier Président de la société sans limitation de durée.

#### **Article 25 - Nomination des commissaires aux comptes**

Madame Maryse Lebel est nommée commissaire aux comptes titulaire de la société, pour les six premiers exercices.

Monsieur Serge Meheust est nommé, pour la même durée, commissaire aux comptes suppléant.

#### **Article 26 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation**

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés à l'adresse prévue du siège social.

#### **Article 27 - Publicité - Pouvoirs**

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président, spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.